



**PRÉFET  
DE LA VENDÉE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale de la  
Protection des Populations de la  
Vendée**

Service environnement  
19 rue Montesquieu  
BP 90795  
85000 La Roche-Sur-Yon

La Roche-Sur-Yon, le 30 décembre 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**EARL LAMY**

« La Roussière »

85600 LA BOISSIÈRE DE MONTAIGU

**Nos Références : 24-2538 VJ  
Code AIOT : 0058500346**

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14 novembre 2024 dans l'établissement EARL LAMY, implanté à LA ROUSSIÈRE, 85600 La Boissière-de-Montaigu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EARL LAMY
- « La Roussière » - 85600 LA BOISSIÈRE DE MONTAIGU
- Code AIOT : 0058500346
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'exploitation de l'EARL LAMY est autorisée par arrêté de prescriptions complémentaires n° 14-DRCTA/J1-209 du 11 avril 2014 pour un élevage de 101 999 volailles, 22 vaches allaitantes, 11 bovins à l'engraissement, 33 génisses et une installation de compostage de 1.6 tonnes par jour au lieu dit "La Roussière" sur la commune de LA BOISSIÈRE DE MONTAIGU.

Seul l'élevage avicole a été l'objet de l'inspection. Cet élevage est composé de 4 bâtiments.

Un dossier est en cours d'instruction dans nos services concernant le changement de dénomination sociale de l'exploitation (passage de l'EARL LAMY au GAEC TROIS AMIS) suite à l'installation de Guenaël LAMY. Ce dossier intègre également une déclaration concernant un stockage de 10.7 tonnes de gaz.

## Thèmes de l'inspection :

- AN24 Ammoniac élevage IED

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ... .

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
11	Mise à jour du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d	Demande d'action corrective	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
19	compostage	AP Complémentaire du 11/04/2014, article 29	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	conforme
2	Intégration dans le paysage et propreté	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	conforme
3	Recensement des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	conforme
4	Propreté – Insectes – Rongeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	conforme
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	conforme
6	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	conforme
7	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3	conforme
8	Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-I	conforme
9	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	conforme
10	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I	conforme
12	Compostage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 29	conforme
13	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	conforme
14	Élimination des déchet, médicaments vétérinaires et sous-produits	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35	conforme
15	Surveillance du traitement par compostage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 39	conforme

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
16	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II	conforme
17	Émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	conforme
18	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (limitation)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17	conforme

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les installations de l'EARL LAMY sont bien tenues. L'anomalie relevée parmi les points contrôlés concerne l'absence d'analyse permettant de vérifier la conformité du compost à la norme NFU 44-051. Par ailleurs, la modification du plan d'épandage par la reprise récente d'environ soixante hectares de terres doit faire l'objet d'un « porter à connaissance » au Préfet.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dossier installation classée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;</li> <li>- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le registre des risques (art. 14) ;</li> <li>- le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ;</li> <li>- le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ;</li> <li>- le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ;</li> <li>- les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30), et/ou le cahier d'enregistrement des compostages, le cas échéant (cf. art. 39), et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ;</li> <li>- les bons d'enlèvements d'équarrissage « (cf. article 34) ».</li> </ul> </li> </ul> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour du contrôle, les effectifs sont de 89650 poulets répartis dans les 4 bâtiments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 20910 poulets dans le bâtiment V1 ;</li> <li>• 20910 poulets dans le bâtiment V2 ;</li> <li>• 20910 poulets dans le bâtiment V3 ;</li> <li>• 26928 poulets dans le bâtiment V4.</li> </ul> <p>Les fiches d'élevage nous ont été présentées. L'effectif est conforme à l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 14-DRCTA/J/1-209 du 11 avril 2014 autorisant les gérants de l'EARL LAMY à exploiter un élevage de 101 999 poulets.</p> <p>Le dossier de réexamen IED de l'exploitation précise la possibilité pour l'exploitant d'élever 32 000 dindes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Intégration dans le paysage et propreté**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b> L'ensemble des installations et leurs abords sont bien entretenus, ordonnés et propres.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Recensement des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-L'exploitant recense le lieu et les quantités maximales des matières combustibles (litière, fourrages secs, pneumatiques usagés, ...) ainsi que des matières dangereuses (gaz, fuel, biocides, phytosanitaires, engrais, ...) susceptibles d'être stockées au sein de l'installation (bâtiments d'élevage et annexes). L'exploitant recense également les bâtiments recouverts de panneaux photovoltaïques ainsi que ceux munis d'une toiture constituée de fibrociments d'amiante. L'ensemble de ces informations sont reportées sur un plan de l'installation. Le plan de l'installation est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024. L'exploitant, ou son représentant, est en mesure, sur demande des services d'incendie et de secours, de fournir ce plan et d'indiquer les ordres de grandeurs des quantités de matières stockées.
<b>Constats :</b> Le plan des zones à risques a été réalisé et affiché.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Propreté – Insectes – Rongeurs**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.
<b>Constats :</b> Les exploitants détiennent un contrat de dératisation avec la société BIONEO. La dernière intervention a été réalisée le 17 juin 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc, d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

<p>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;</li> <li>- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.</li> </ul> <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</p> <p>Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;</li> <li>- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;</li> <li>- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;</li> <li>- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;</li> </ul> <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La défense extérieure contre l'incendie est assurée par une poche souple installée à distance réglementaire des bâtiments de volailles. Cette réserve est référencée 025-0072 sur le site du SDIS (Service Départemental d'Incendie et de Secours).</p> <p>Deux extincteurs sont présents dans les sas de chaque bâtiment. Ceux-ci ont été vérifiés en novembre 2024 par la société SAFE à ESSARTS EN BOCAGE.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.</p> <p>Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La vérification périodique des installations électriques a été réalisée le 27 novembre 2023 par l'agence APAVE de LA ROCHE SUR YON. Le rapport d'intervention nous a été présenté.</p> <p>L'exploitation n'employant ni salarié ni apprenti ou stagiaire, cette vérification peut être réalisée</p>

tous les 5 ans. Les exploitants indiquent cependant faire procéder à ces vérifications chaque année.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Accès aux installations

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-3

**Thème(s) :** Élevage, Sécurité – incendie

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place un dispositif pour informer que l'accès aux installations est interdit aux personnes extérieures à l'exploitation, non autorisées.

Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2024.

**Constats :**

Une chaîne matérialise l'interdiction d'accès aux bâtiments avicoles.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-I

**Thème(s) :** Élevage, Pollution

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.

I. - Tout stockage en réservoir de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;

- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs enterrés placés en fosse.

L'exploitant veille au bon état des rétentions.

Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.

**Constats :**

Les produits dangereux et toxiques pour l'environnement et notamment les produits de nettoyage désinfection sont placés sur bac de rétention.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 9 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18

**Thème(s) :** Élevage, Pollution

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup> par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.</p> <p>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p> <p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un forage permet d'alimenter l'exploitation en eau. Un dispositif de mesure totalisateur (compteur) est présent dans le sas du bâtiment V1. Ce compteur prend également en compte l'eau d'abreuvement des bovins. Il indique 23952 m<sup>3</sup>. L'exploitant indique relever ponctuellement ce compteur et l'enregistrer sur son agenda électronique qu'il nous présente. La consommation sur les 12 derniers mois (novembre 2023 à novembre 2024) est de 5300 m<sup>3</sup> environ mais l'exploitant nous indique avoir eu un vide sanitaire prolongé en février 2024 suite à un épisode de grippe aviaire. Ainsi, l'ensemble de l'exploitation consommerait environ 5500 m<sup>3</sup> environ par an.</p> <p>Le forage a été déclaré en 2010 pour un prélèvement de 2500 m<sup>3</sup>/an. L'exploitant indique d'une part avoir mal estimé ses besoins en eau et ne pas avoir pris en compte l'abreuvement des bovins au moment de la déclaration. D'autre part ses effectifs de volailles ont augmenté depuis 2010. Il souhaite donc aujourd'hui régulariser sa situation en demandant une augmentation des prélèvements afin que sa déclaration coïncide avec la réalité.</p> <p>Il est informé que les relevés du compteur doivent être réalisés mensuellement et être conservés dans le dossier de l'installation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Collecte et stockage des effluents**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les 4 bâtiments avicoles sont conduits sur sol bétonné. Les eaux de lavage sont récupérées dans des fosses enterrées de 5000 m<sup>3</sup>.</p> <p>L'ensemble du fumier de volaille est stocké sous un hangar avant d'être composté.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Mise à jour du plan d'épandage**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet.</p> <p>La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage.</p> <p>Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour.</p>



Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.

**Constats :**

La surface du plan d'épandage a été augmentée d'une soixantaine d'hectares suite à l'installation de Guenaël LAMY sur l'exploitation.

Les exploitants sont informés qu'un dossier devra être déposé afin de porter à la connaissance du Préfet ce changement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les exploitants devront pour les nouvelles terres ajoutées au parcellaire (sauf si elles ont déjà fait partie du plan d'épandage d'une installation soumise à autorisation ou enregistrement) :

- réaliser une étude agro-pédologique d'aptitude à l'épandage (en fonction de la pente, de la profondeur, de l'hydromorphie, du type de sol, de parcelles drainées ou non, sachant que si des parcelles sont drainées, il convient de préciser si elles le sont depuis plus de deux ans sinon elles sont à classer en aptitude 0) à partir de sondages à la tarière (à localiser sur la cartographie des restrictions d'épandage du plan d'épandage). Indiquer dans le parcellaire du plan d'épandage l'aptitude à l'épandage (soit 0, soit 1, soit 2) de chaque îlot ;
- si les normes CORPEN sont utilisées au lieu des normes COMIFER pour le calcul des quantités de phosphore exportées par les végétaux, les risques érosifs sur les nouvelles terres doivent être étudiés à la parcelle, en fonction de l'importance de la pente, de la proximité ou non de cours d'eau, de la présence ou non d'éléments de protection naturels autour et/ou dans la parcelle (haie, bande enherbée, prairie...), avec en conséquence une conclusion sur le risque érosif (faible, moyen ou fort) au niveau de la parcelle. Le cas échéant, des mesures compensatoires (présence de haies sur une partie ou la totalité du pourtour, présence de bandes enherbées avec précision de leur largeur et distance d'exclusion à l'épandage en conséquence, sens de labour, dispositif de protection pour les prairies longeant les cours d'eau ou traversées par un cours d'eau, pâturage, pas d'épandage de lisier...) devront être mentionnées ;
- réaliser une évaluation des incidences du projet (épandage sur les nouvelles parcelles) sur les zonages environnementaux (sites Natura 2000, ZNIEFFs, bassins versant de captage AEP, ZAR, ...).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 12 : Compostage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 29

**Thème(s) :** Élevage, Pollution

**Prescription contrôlée :**

Les composts sont élaborés, préalablement à leur épandage, dans les conditions suivantes :

- les andains font l'objet d'au minimum deux retournements ou d'une aération forcée,
- la température des andains est supérieure à 55° C pendant quinze jours ou à 50° C pendant six semaines.

Lorsque les quantités des matières traitées dépassent les seuils de la rubrique 2780 prise en application du livre V du code de l'environnement, les installations correspondantes sont déclarées, enregistrées ou autorisées à ce titre.

**Constats :**

Le compost est réalisé au moyen du système VAL'ID. L'ensemble des données de compostage est enregistrée.

La station traite 1.6 tonnes de fumier par an.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 13 : Déchets et sous-produits animaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement. En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié. Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur. Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
<b>Constats :</b> Les déchets de l'exploitation sont stockés à l'abri, dans un hangar fermé. L'élevage avicole ne produit pas de déchets vétérinaires. En vue de leur enlèvement, les volailles mortes sont placées dans un conteneur fermé et étanche, à température négative, destiné à ce seul usage. Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à notre disposition.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Élimination des déchets, médicaments vétérinaires et sous-produits**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime. Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1er janvier 2015. Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite. Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.
<b>Constats :</b> Les déchets (cartons, plastiques, bidons de nettoyage désinfection vides...) sont repris par la SAS DESFONTAINES et FILS à LES LANDES GENUSSON. Une attestation de remise des déchets nous est présentée. S'agissant des cadavres de volailles, les exploitants nous présentent un bordereau d'enlèvement de la société SECANIM en date du 4 novembre 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Surveillance du traitement par compostage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 39
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier

**Prescription contrôlée :**

Le présent article s'applique aux installations visées à l'article 29.

L'élévation de la température des andains est surveillée par des prises de température hebdomadaires, en plusieurs endroits en prenant la précaution de mesurer le milieu de l'andain.

Les résultats des prises de températures sont consignés sur un cahier d'enregistrement où sont indiqués, pour chaque site de compostage, la nature des produits compostés, les dates de début et de fin de compostage ainsi que celles de retournement des andains et l'aspect macroscopique du produit final (couleur, odeur, texture).

**Constats :**

Un logiciel permet de suivre et tracer l'unité de compostage. L'ensemble des résultats est enregistré informatiquement. Les exploitants nous présentent les résultats d'une campagne de compostage réalisée entre le 24 septembre 2024 et le 12 novembre 2024. Les relevés de températures sont enregistrés quotidiennement au moyen de 4 sondes. Ceux-ci sont conformes au procédé.

Les exploitants devront néanmoins ajouter la nature du produit composté qui n'apparaît pas sur le relevé présenté.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Ajouter la nature du produit composté sur les relevés Val'Id.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 16 : Mise en œuvre des MTD**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II

**Thème(s) :** Élevage, Dossier

**Prescription contrôlée :**

Au plus tard le 21 février 2021, « l'exploitant d'une installation visée au I met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables aux installations mentionnées au I. ».

Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'installation respecte les niveaux d'émission.

L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.

**Constats :**

Les MTD suivantes ont été contrôlées au cours de l'inspection :

- MTD 32 : les 4 bâtiments de poulets sont équipés d'une ventilation dynamique ;
- MTD 24 et 25 : estimation des émissions d'ammoniac à l'aide d'un bilan massique (GEREP) ;
- MTD 14 et 19 : les fumiers de volailles sont stockés dans un hangar avant d'être compostés (station valid) ;
- MTD 5 : les consommations d'eau sont enregistrées et le lavage des bâtiments est réalisé au moyen d'un laveur haute pression ;
- MTD 7 : les eaux résiduaires sont stockées dans des fosses enterrées avant d'être épandues.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 17 : Émissions atmosphériques d'ammoniac**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45

**Thème(s) :** Élevage, Dossier

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier ».

Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020.
<b>Constats :</b> La déclaration GERE 2024 pour l'année 2023 a été réalisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 18 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (limitation)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17
<b>Thème(s) :</b> Élevage, pollution
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation.</p> <p>Le prélèvement, lorsqu'il se situe dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement, est conforme aux mesures de répartition applicables.</p> <p>Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation.</p> <p>Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le forage, réalisé en 2006, a été déclaré en 2010 pour un volume de 2500 m<sup>3</sup>. Ce volume ne prenait en compte que les volailles, alors que l'eau de cet ouvrage est également utilisé pour l'abreuvement des bovins.</p> <p>Les exploitants indiquent avoir mal estimé leur besoin et que cette déclaration ne tient pas compte des modifications apportées depuis cette date dans l'élevage et notamment de l'augmentation du nombre de volailles.</p> <p>L'exploitant souhaite donc augmenter son autorisation de prélèvement à 5500 m<sup>3</sup> correspondant à l'abreuvement des volailles et des bovins présents.</p> <p>Une demande devra être réalisée en préfecture afin de solliciter une augmentation du prélèvement sur le forage.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 19 : compostage**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/04/2014, article 29
<b>Thème(s) :</b> Autre, analyse compost
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déjections issues de l'élevage volailles de l'EARL LAMY font l'objet d'un compostage sur le site et le compost obtenu est conforme à une norme visée dans l'arrêté du 5 septembre 2003 portant mise en application obligatoire de normes.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La station de compostage a été construite en 2014. Le dossier déposé indiquait la production d'un compost normé NFU 44051 ou NFU 44001. Les exploitants indiquent produire un compost normé NFU 44051. Ce compost est vendu à un intermédiaire du commerce en matières premières agricoles, la société ABP NEGOCE à PALLUAU. L'analyse présentée par les exploitants ne permet pas de vérifier la conformité à cette norme.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Faire réaliser une analyse de votre compost (agronomique, éléments traces métalliques, microbiologique, composés traces organiques) indiquant sa conformité à la norme NFU 44-051.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois